



Evaluation Régionale De Base

Région III: Albanie, Bosnie-Herzégovine,
Israël, Monténégro et Turquie

02.09.2020

Avi Blau & Camille Janssen



01	Introduction	3
02	Cadre politique et réglementaire	4
03	Conditions du marché	6
04	Contexte socioculturel	9
05	SWOT (FFOM)	10
06	Références	15

Ce rapport comprend une évaluation de base des conditions favorables au développement des entreprises vertes et circulaires dans la région comprenant l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, Israël, le Monténégro et la Turquie. Il contient un aperçu rapide du cadre politique et réglementaire, de la demande du marché et des facteurs socioculturels. Comme présenté plus bas, ces pays sont très différents en matière de superficie, de taille de population et de PIB par habitant. Toutefois, malgré leurs différences, un grand nombre de ces pays font face à des problèmes similaires en ce qui concerne la mise en place d'un environnement favorable aux entreprises vertes et circulaires. Le concept d'économie circulaire est encore relativement nouveau pour les pays de cette région, et les mesures pour inciter les entreprises à amorcer une transition vers des pratiques vertes et circulaires sont limitées. Toutefois, les développements récents du cadre politique et réglementaire, ainsi que des facteurs externes à la région, pourraient avoir le potentiel d'accélérer l'intégration des principes d'économie circulaire dans le secteur commercial et les économies régionales.

Caractéristiques des pays du groupe III

Pays	Taille	Population	PIB	PIB par habitant
Monténégro	13,812 km ²	622,359	5.504 milliards US	8,832.0
Bosnie-Herzégovine	51,197 km ²	3.324 millions	20.16 milliards USD	6,073.3
Albanie	28,748 km ²	2.846 millions	15.1 milliards USD	14,495.1
Israël	22,145 km ²	8.884 millions	370.6 milliards USD	148,401
Turquie	783,562 km ²	82 millions	771.4 milliards USD	21,063



Général

Le cadre politique et réglementaire de la région visant à stimuler le développement des affaires vertes est très différent, mais la mise en application et l'intégration de ces instruments ne sont pas garanties pour plusieurs raisons : absence de cadres juridiques secondaires, absence de suivi fiable, faible nombre d'inspecteurs, absence de main d'œuvre compétente et expérimentée, corruption et capacités financières insuffisantes. Il existe des organismes en charge de l'intégration et du respect des politiques en Turquie et en Israël, mais elles sont limitées dans les pays des Balkans occidentaux. En dépit des mandats statutaires en place, les entreprises opèrent sans autorisation environnementale dans plusieurs pays de la région. La Turquie, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine sont des pays actuellement candidats pour rejoindre l'Union européenne et ont commencé les négociations sur le chapitre 27 de l'UE portant sur l'environnement et le changement climatique.



Stratégies et plans d'action nationaux pour l'économie circulaire

La définition, la mise en œuvre et l'intégration du concept d'économie circulaire et de ses principes dans les stratégies et les plans d'action est encore faible dans cette région. Les premiers développements se sont produits dans le domaine de la gestion des déchets, qui repose souvent sur les directives et politiques de l'UE, et plusieurs politiques (nationales) se concentrent sur l'amélioration de la gestion des déchets par le biais des principes de l'économie circulaire. Néanmoins, la situation actuelle en matière de gestion des déchets dans ces pays fait encore face à de nombreuses difficultés.

L'application des principes d'économie circulaire à d'autres secteurs ne reçoit pas le même accueil dans l'ensemble de la région. Dans les pays des Balkans occidentaux, il n'existe pratiquement aucune référence spécifique à l'économie circulaire dans les stratégies et plans d'action (en dehors de la gestion des déchets). Toutefois, plusieurs stratégies et programmes en cours de développement pourraient donner l'impulsion nécessaire pour intégrer l'économie circulaire à plus grande échelle. Parmi ces stratégies et programmes, on compte la feuille de route pour l'économie circulaire au Monténégro et les programmes du PNUD en Bosnie-Herzégovine.

¹ Dans le but de développer davantage l'économie circulaire en Israël, le ministère de l'Économie a créé un plan d'action destiné au secteur de la construction et des infrastructures, au secteur de l'emballage, et au secteur de la chimie et pharmaceutique, car ce sont les secteurs les plus prometteurs en matière d'économie circulaire. L'innovation et le recyclage sont appliqués de manière horizontale à ces secteurs.

² Organisation de coopération et de développement économiques, Éco-taxes sur la consommation énergétique, Paris : OCDE, 2014.

³ Organisation de coopération et de développement économiques, Éco-taxes sur la consommation énergétique, 2016.

La Turquie a principalement étendu ses initiatives d'économie circulaire au secteur de l'énergie, en se concentrant sur le renforcement des pratiques d'efficacité énergétique, tandis qu'Israël a développé un plan d'action national pour l'économie circulaire dans plusieurs secteurs industriels.¹

Instruments financiers et fiscaux

Dans les pays des Balkans occidentaux, les politiques fiscales relatives à l'environnement ne semblent pas vraiment être mises en application. D'autre part, les recettes découlant des politiques fiscales environnementales sont supérieures à la moyenne en Turquie² et en Israël³ par rapport aux 39 économies de l'OCDE. Les subventions ou avantages fiscaux pour la création d'affaires vertes ou circulaires sont presque inexistantes dans cette région.

Le concept d'écolabel a été introduit dans le cadre de plusieurs stratégies dans la région, souvent associées au secteur alimentaire ou des produits biologiques. Dans les pays des Balkans occidentaux, très peu de tentatives d'introduction de l'écolabel dans d'autres secteurs ont eu lieu, ou alors elles ont échoué à ce stade.⁴

⁴ En Israël et en Turquie, l'utilisation de l'écolabel est plus répandue.

Dans les pays de la région, il existe des politiques associées au principe du pollueur-payeur ou à la responsabilité élargie du producteur. Toutefois, la mise en pratique et l'intégration de ces concepts pourraient être améliorées, ou n'ont pas encore eu lieu.⁵

⁵ En Turquie, la mise en pratique du principe du pollueur-payeur, ou la responsabilité élargie du producteur (REP), est principalement organisée dans le cadre de la réglementation sur le contrôle des déchets et des emballages, qui a défini des objectifs spécifiques en matière de recyclage et de récupération. Israël souhaite améliorer sa REP pour cinq différents types de déchets (contenants de boissons, pneus, déchets d'emballage, piles et équipement électrique et électronique, et les sacs en plastique). Toutefois, les politiques en matière de REP sont encore loin des normes internationales. Bien que le principe de pollueur-payeur soit mentionné dans la loi des pays des Balkans occidentaux, il n'a pas encore été intégré.

Même si des politiques visant à augmenter les achats publics verts existent dans toute la région, ces incitations ne sont pas toujours réglementées et mises en pratique, et semblent par conséquent être inefficaces. Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, les pays utilisent différents critères de sélection pour les appels d'offres, ce qui nécessite une stratégie distincte pour intégrer des critères d'achat vert dans chaque pays :

⁶ Organisation de coopération et de développement économiques, Indice politique 2019 des PME dans les Balkans occidentaux et en Turquie, livre de poche 2019. <https://www.oecd.org/south-east-europe/programme/SMEPI-Pocketbook-2019.pdf>

⁷ Initiative régionale contre la corruption, loi sur les achats publics de Bosnie-Herzégovine, 2015. <http://rai-see.org/wp-content/uploads/2015/08/BiH-Law-on-public-procurement-en.pdf>

⁸ Dobra, Emalita, Progrès du système d'achats publics en Albanie et dans l'Union européenne, 2016. Lien: http://journals.euser.org/files/articles/ejms_jan_apr_16_nr2/Emalita.pdf

⁹ Organisation de coopération et de développement économiques, La gouvernance en un coup d'œil, 2017. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryId=78413>. Accessed on August 24 2020.

¹⁰ Ministère israélien de la Protection de l'environnement, achats publics verts, 2014 http://www.sviva.gov.il/English/env_topics/Sustainable%20Development/Sustainability-in-the-Public-Sector/Pages/Green-Procurement.aspx. Accessed on August 25 2020.

Achats publics

Pays	% du PIB	Année	Critères de sélection
Monténégro	12.33% ⁶	2017	Offre la moins disante ou offre économiquement la plus avantageuse.
Bosnie-Herzégovine	7.84% ⁶	2016	Offre économiquement la plus avantageuse, deuxième critère : offre la moins disant. ⁷
Albanie	7% ⁶	2017	Offre la moins disante (offre économiquement la plus avantageuse choisie seulement quelques fois). ⁸
Israël	14.23% ⁹	2015	Prix et qualité de l'offre ; fiabilité de l'offrant, ses compétences et expériences dans le domaine d'expertise concerné, recommandations en son nom et niveau de satisfaction suite aux contrats précédents. De nombreuses offres gouvernementales ont commencé à inclure des critères environnementaux pour atteindre leurs objectifs. ¹⁰
Turquie	10.85% ⁹	2015	Offre économiquement la plus avantageuse.

Il n'existe aucune donnée sur la part d'achats publics verts dans la région, ce qui se traduit par une absence de suivi. Les mécanismes actuels des achats publics sont souvent sujets à la corruption. Néanmoins, des développements récents vont dans le sens de l'augmentation des achats publics verts.

¹¹ En Turquie et en Israël, les consommateurs semblent être plus sensibilisés, mais beaucoup d'amélioration est encore possible

Sensibilisation des consommateurs

Dans les pays des Balkans occidentaux, la sensibilisation environnementale des consommateurs est considérée comme faible, et s'accompagne d'une faible demande de produits de consommation durables.¹¹ Dans l'ensemble de la région, les moyens financiers sont souvent évoqués comme un obstacle à la consommation de produits durables. En raison du faible pouvoir d'achat, le prix d'un produit constitue la principale variable en matière de consommation. Dans cette région, la consommation durable est associée au statut de plusieurs manières. Par exemple, en Bosnie-Herzégovine, le fait d'acheter des produits d'occasion est associé à un statut socio-économique inférieur. En Israël, à l'inverse, la consommation durable est souvent associée à l'élite de gauche. En Turquie, le comportement de consommation est vu comme un instrument politique. Les campagnes de sensibilisation sur ce sujet sont limitées et concernent principalement le recyclage et l'élimination des déchets (par exemple, sous la forme de séances de nettoyage).

Ressources humaines

Tous les pays font face à des difficultés dans le domaine des ressources humaines nécessaires pour le développement professionnel dans les secteurs verts. Ces défis sont caractérisés par les deux facteurs suivants : un nombre élevé de personnes (compétentes) qui quittent la région, et/ou une incompatibilité entre l'offre et la demande du marché du travail en raison de décalages entre l'éducation et l'industrie.

Modèles commerciaux circulaires et approches sectorielles

Dans la région, il existe des entreprises qui suivent déjà les principes d'économie circulaire, mais qui ne le savent pas. Elles n'ont donc pas connaissance des opportunités qui se présentent à elles pour stimuler ce potentiel. Dans les pays des Balkans occidentaux, le secteur du tourisme (et de l'agrotourisme) a fréquemment été nommé comme le secteur le plus prometteur pour accélérer l'intégration des principes d'économie circulaire à l'échelle de plusieurs secteurs, grâce à son lien par exemple avec les secteurs du transport et de l'alimentation. En Turquie, les secteurs de la construction, de l'alimentation, de l'énergie et de la gestion des déchets constituent la priorité. D'après les analyses du gouvernement israélien, les secteurs du pays présentant le plus haut potentiel de transition vers un fonctionnement circulaire sont la construction et les infrastructures, l'emballage, ainsi que la chimie et la pharmaceutique.

Mécanismes de financement

Les possibilités de financement pour les entreprises vertes et circulaires ont tendance à être limitées dans la région. Les raisons de cette situation varient, mais les dénominateurs communs sont l'instabilité économique et politique, et les périodes avant d'obtenir un retour sur investissement plus longues pour les projets environnementaux, ce qui limite l'intérêt des investisseurs et des fonds publics. Dans les pays des Balkans occidentaux, les entrepreneurs sont restreints à des sources financières limitées, comme des prêts bancaires, des investissements de la part d'entités étrangères, ou leur propre réseau. Israël et la Turquie font quant à eux face à des difficultés de financement pour la phase de croissance.

Soutien de la part d'organisations externes

Les ambassades et les organismes internationaux ont intensifié leurs activités relatives à la mise en œuvre de l'économie circulaire et au développement des entreprises vertes. On peut voir comme exemple les activités de l'ambassade de Suède et du PNUD en Bosnie-Herzégovine et en Israël, la BERD en Turquie, le programme EU COSME (programme pour la compétitivité des entreprises et pour les petites et moyennes entreprises) au Monténégro et en Albanie. Ces activités ont stimulé, entre autres stratégies, l'interaction entre le secteur public et privé, en particulier dans les pays des Balkans occidentaux.

Niveaux d'innovation

Les pays de la région sont caractérisés par différents niveaux d'innovation en matière de création d'entreprises vertes et circulaires. Tandis que les pays des Balkans occidentaux sont caractérisés par des structures commerciales moins complexes et un niveau d'innovation inférieur, Israël bénéficie d'un climat d'innovation dynamique avec un grand nombre d'entrepreneurs dans le domaine des technologies propres, mais ne suscite pas assez l'intérêt des investisseurs pour ses solutions qui ne relèvent pas du high-tech. En Turquie, le secteur des entreprises vertes repose davantage sur les produits, et le pays est peu novateur en matière de modèles commerciaux ou de remplacement de produits par des services.

Incubateurs, accélérateurs et programmes de formation

Dans les pays des Balkans occidentaux, les experts s'accordent à penser que des compétences générales en matière d'entrepreneuriat doivent être développées avant ou après la création d'affaires vertes et circulaires. De ce fait, les incubateurs et accélérateurs spécifiquement orientés vers les entreprises vertes et circulaires ne sont pas largement disponibles. Les entrepreneurs de cette région qui travaillent dans ce domaine ont exprimé avoir besoin de mentors, de modèles, et de la possibilité de créer un réseau. En Turquie et en Israël, les incubateurs et accélérateurs orientés vers la création d'entreprises vertes sont plus répandus, mais ces programmes gagneraient à se concentrer davantage sur le concept d'économie circulaire. Par exemple, les programmes de CIRCO en Turquie et en Israël sont des programmes de formation spécialisés dans les modèles commerciaux d'économie circulaire. Des séminaires organisés par CIRCO devaient également avoir lieu en Israël, mais ils ont été annulés en raison de la pandémie.

Compétitivité

Dans cette région, le niveau de compétitivité des économies est variable. Des activités récentes, principalement initiées par des organisations externes (par exemple, COSME) visent à booster la compétitivité des économies de la Turquie, de l'Albanie, du Monténégro et de la Bosnie-Herzégovine.

¹² Forum économique mondial, rapport sur la compétitivité mondiale 2019.

Indice de compétitivité mondiale (classement 2019)¹²

Pays	Note	Classement/141
Monténégro	60.8	73
Bosnie-Herzégovine	54.7	92
Albanie	57.6	81
Israël	76.7	21
Turquie	62.1	61

Recherche et Développement

Comme indiqué ci-dessous, les investissements dans la recherche et le développement varient au sein de la région. Parmi les 141 pays analysés dans le rapport sur la compétitivité mondiale, Israël est celui qui consacre le plus grand pourcentage de son PIB à la recherche et au développement. À l'inverse, les pays des Balkans occidentaux dépensent très peu dans ce domaine. expenditure in the Western Balkan countries is low.

Dépenses pour la recherche et le développement en pourcentage du PIB (chiffres de 2019)

Pays	Valeur	Classement/141
Monténégro	0.4	73
Bosnie-Herzégovine	0.2	93
Albanie	0.2	98
Israël	4.3	1
Turquie	0.9	40

Les pays de cette région se caractérisent par un niveau plus faible d'entrepreneuriat féminin et par des niveaux de corruption relativement élevés (comme indiqué dans le tableau ci-dessous). Par rapport aux normes européennes, les activités sont peu fructueuses dans les écosystèmes d'entrepreneuriat de la région (à l'exception d'Israël). Les habitants de ces pays favorisent un emploi stable pour leur choix de carrière. L'Albanie et la Bosnie-Herzégovine sont des pays particulièrement peu performants en matière d'entrepreneuriat. La mentalité entrepreneuriale autonome n'est pas nécessairement encouragée en Turquie¹³, tandis qu'elle est largement répandue en Israël. Au Monténégro, il existe un préjugé culturel selon lequel travailler dur n'est pas considéré comme honorable mais plutôt comme un signe d'incapacité à réussir dans la vie.

¹³ Récemment, la gestion de la crise a fait naître une mentalité d'entrepreneur, ce qui a entraîné une augmentation de l'activité entrepreneuriale

¹⁴ Transparency International, indice de perception de la corruption, 2019. https://images.transparencycdn.org/images/2019_CPI_Report_EN_200331_141425.pdf

Niveaux de corruption dans le secteur public par pays¹⁴ (chiffres de 2019)

Pays	Classement
Monténégro	45/100
Bosnie-Herzégovine	36/100
Albanie	35/100
Israël	60/100
Turquie	39/100

Niveaux perçus de corruption dans le secteur public dans 180 pays/territoires du monde (sur une échelle de 1 à 100, 1 étant très corrompu et 100 pas du tout corrompu).

Le taux de chômage dans les pays des Balkans occidentaux et en Turquie est bien supérieur à la moyenne européenne (6,3 % en 2019). Les entrepreneurs de la région ont déclaré que le manque d'opportunités d'emploi pourrait susciter un certain intérêt envers l'activité entrepreneuriale.¹⁵

¹⁵ Entretien personnel avec Salko Užičanin (PDG de Solheat), 6 juillet 2020.

¹⁶ Banque mondiale, taux de chômage, 2019. <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.NE.ZS>. Consulté le 23 août 2020.

Taux de chômage* (chiffres de 2019)¹⁶

Pays	Taux
Monténégro	15.1%
Bosnie-Herzégovine	15.7%
Albanie	11.5"
Israël	3.8%
Turquie	13.7%

* Il est possible que les données d'aujourd'hui diffèrent considérablement des données de 2019 en raison des impacts de la pandémie mondiale actuelle.

Dans le but de créer un document de synthèse pour la région, nous avons réalisé une analyse FFOM pour mieux identifier et comprendre les forces, faiblesses, opportunités et menaces de la région.

Les forces sont définies comme des facteurs favorables au développement d'affaires vertes et circulaires. Les faiblesses correspondent à des facteurs qui empêchent le développement d'affaires vertes et circulaires. Les opportunités sont des développements futurs qui pourraient encourager la création d'affaires vertes et circulaires. Les menaces sont quant à elles des développements futurs qui pourraient menacer la création d'affaires vertes et circulaires.

Forces

- Les pays de cette région travaillent actuellement à l'intégration des différents cadres juridiques de l'UE, qui contribuent au renforcement des mesures pour le développement des affaires vertes et circulaires.
- L'implication de plusieurs parties prenantes du secteur privé dans la création de politiques et dans le développement a été encouragée dans le cadre de différentes stratégies, ce qui crée un terrain favorable pour la mise en place de plus de partenariats public-privé.¹⁷
- Les organismes étrangers intensifient les activités associées à l'intégration des principes d'économie circulaire dans les secteurs commerciaux de la région (comme le PNUD, la BERD, les ambassades, CIRCO).¹⁸
- La région présente un potentiel important en ce qui concerne les sources d'énergie renouvelable (en plus des centrales hydrauliques).
- Les entreprises de cette région ont tendance à être assez agiles (de petite taille et sans structure complexe), et pourraient facilement passer à des pratiques durables si elles disposaient des outils et ressources nécessaires.¹⁹
- Disponibilité des subventions pour l'adaptation facultative de la norme ISO 14000 – Normalisation du management environnemental.²⁰

Faiblesses

- La région fait preuve d'une mise en application insuffisante des réglementations.
- La région fait face à des difficultés en matière de main d'œuvre, en particulier en raison du nombre élevé de personnes (compétentes) qui quittent la région, et/ou de l'incompatibilité entre l'offre et la demande du marché du travail en raison de décalages entre l'éducation et l'industrie.
- En règle générale, le financement disponible pour les entrepreneurs de cette région est limité.
- Les pays de cette région font face à une corruption relativement élevée qui, entre autre, a un impact négatif sur les processus d'achat public, ainsi que sur la priorisation et la mise en œuvre de pratiques de production durables.
- Dans cette région, de nombreuses entreprises opèrent sans autorisation environnementale. Les produits de consommation durables sont trop chers pour les personnes de tous les déciles de cette région. En raison du faible pouvoir d'achat, le prix est le principal facteur en matière de consommation. La demande des consommateurs est faible en ce qui concerne les produits durables.
- Les subventions et les avantages fiscaux sont quasiment inexistantes dans cette région (par exemple, investissements dans des technologies ou moyens d'exploitation respectueux de l'environnement, ou dans des taxes carbone).
- Les taxes environnementales ne sont actuellement pas utilisées comme une source de revenu/comme politique dans les pays des Balkans occidentaux.
- Les consommateurs n'ont pas connaissances des économies pouvant être réalisées par le biais des produits de consommation durables.

- À l'heure actuelle, la plupart des pays de cette région ne disposent d'aucun plan d'action pour l'intégration de l'économie circulaire dans le secteur commercial.
- Les pratiques et principes d'économie circulaire sont utilisés pour atteindre des objectifs dans le cadre de stratégies relatives à des domaines spécifiques, comme les énergies renouvelables et le recyclage.
- Les pays de cette région n'ont pas d'indicateurs clés de performance sur la transition vers l'économie circulaire : le processus est donc difficile à gérer.
- Les projets et programmes de l'UE relatifs au développement d'entreprises vertes et circulaires dans cette région ne font pas toujours l'objet d'un suivi approprié en matière de capitalisation.²¹
- Dans cette région, le nombre d'organismes en place pour intégrer et contrôler les cadres politiques sont limités.²²
- Les longues périodes avant d'obtenir un retour sur investissement sont considérées comme un obstacle pour les investisseurs dans les entreprises vertes ou circulaires (par exemple, dans le domaine des technologies propres).
- L'économie circulaire est très souvent associée au secteur des déchets. De ce fait, les opportunités de transformation des entreprises hors de ce secteur restent inexplorées.
- Les campagnes de sensibilisation des consommateurs concernent principalement le recyclage et la gestion des déchets.
- Les obstacles aux échanges (barrières tarifaires et non tarifaires) principalement de nature politique pourraient empêcher le transport de déchets et de matières secondaires vers des endroits de la région où ils pourraient être réutilisés ou intégrés dans un processus de production.
- Malheureusement, dans les pays de cette région, le contrôle environnemental est inexistant, tout comme les rapports ou les publications environnementales complètes.²³
- L'emploi vert a suscité peu d'intérêt dans la région (en matière de stratégies, d'études et de programmes).²⁴

Opportunities

- Les pays travaillent sur des politiques de REP et des principes de pollueur-payeur qui sont actuellement prévus par la loi. L'intégration et la mise en pratique de ces politiques pourraient ouvrir la voie vers la protection de l'environnement et générer ainsi des

Menaces

- L'instabilité économique et politique croissante pourrait entraîner un manque de clarté en matière de réglementation et rendre les investisseurs encore moins enclins à la prise de risque.
- La transition vers un modèle d'économie circulaire

flux de revenus à investir dans le développement d'entreprises vertes et circulaires.

- À l'heure actuelle, le secteur commercial n'a pas pleinement conscience des opportunités de création d'entreprises vertes et circulaires, tandis que certaines sociétés utilisent déjà les principes d'économie circulaire sans même le savoir. Informer le secteur commercial des opportunités que présente ce domaine pourrait accélérer le développement des entreprises vertes et circulaires.
- Les politiques d'achats publics actuelles n'intègrent pas toujours les critères environnementaux/non tarifaires. L'intégration de ces facteurs pourrait augmenter les achats publics verts et donc créer un plus grand potentiel de marché pour les solutions vertes.
- Les pays et les consommateurs hors de la région qui se caractérisent par une forte demande de produits de consommation durables, des processus de production durable ou des critères exigeants par rapport à la protection de l'environnement pourraient stimuler la demande de produits durables dans la région.
- Les pays de cette région sont sujets à un afflux croissant de réfugiés en provenance de pays voisins en proie à des conflits civils. La petite population des pays (à l'exception de la Turquie) augmente l'impact d'un nombre même faible de réfugiés entrant sur leur territoire. Bien qu'il s'agisse évidemment d'une difficulté, cela pourrait également se transformer en défi urgent de remodeler le statu quo et d'accroître l'efficacité des ressources.
- Actuellement, les principes d'économie circulaire sont surtout intégrés aux stratégies de gestion des déchets. L'intégration des principes d'économie circulaire à l'échelle nationale dans différents secteurs pourrait améliorer le cycle de vie des produits et les performances transversales.
- Investir dans la recherche et le développement pourrait augmenter les efforts d'innovation stimulant le développement durable²⁵
- Augmenter la compétitivité des économies pourrait donner une meilleure position aux pays pour entamer leur transition vers une économie circulaire/pauvre en carbone. Les entreprises innovantes et tournées vers l'avenir peuvent acquérir un avantage concurrentiel par rapport aux entreprises plus statiques, en particulier compte tenu de la sensibilisation grandissante des consommateurs en matière de durabilité.
- Le secteur agricole joue un rôle important dans ces pays et se caractérise par de nombreux élevages

exige que le marché du travail dispose de compétences « durables ». Les systèmes éducatifs pourraient se lancer comme défi de suivre ce changement.

- Un manque de volonté de transparence pourrait empêcher la collaboration entre les secteurs ou les industries, ou la mise en place d'une symbiose industrielle, et empêcherait d'obtenir des informations nécessaires sur les chaînes d'approvisionnement et de gestion des déchets.
- L'inflation pourrait avoir un impact sur le pouvoir d'achat et les relations commerciales internationales. Rareté des ressources et augmentation ou fluctuation des prix des matières premières.
- Importants clivages politiques et culturels.

de bétail et une faible utilisation de pesticides et d'engrais. Le fait de mettre l'accent sur les produits biologiques ou d'origine végétale permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'origine terrestre et de répondre à la demande européenne croissante de protéines de substitution non animales.

- Le concept d'une bioéconomie est cependant assez nouveau dans cette région, mais il pourrait exploiter le potentiel de l'industrie agricole²⁶. Une bioéconomie pourrait potentiellement stimuler la collaboration à l'échelle de la région.
- Actuellement, les entreprises et les consommateurs ne savent pas toujours clairement définir certains concepts tels que les déchets, l'économie circulaire et la consommation durable. C'est pourquoi ils n'ont pas connaissance des opportunités et possibilités qui s'offrent à eux (par exemple, ils associent l'économie circulaire uniquement au recyclage, et la consommation durable uniquement aux produits biologiques).
- Tous les pays de cette région ont une balance commerciale négative. Une meilleure efficacité énergétique et une utilisation efficace des matières secondaires pourraient réduire la demande d'importation de matières premières et ainsi augmenter les possibilités d'exportation de produits d'occasion. Par exemple, les produits fréquemment importés et exportés dans cette région sont les voitures/les pièces de voitures, le pétrole, le cuir et les médicaments emballés. Le commerce de produits (secondaires) au sein de la région pourrait être intensifié.
- Utilisation non optimisée des flux de déchets, caractérisée par des faibles niveaux de recyclage et un recours important aux décharges ou à l'élimination non autorisée des déchets.
- Le potentiel d'échange de ressources par le biais de la symbiose industrielle n'est pas pleinement exploité.²⁷
- Proposer de meilleures alternatives durables et peu coûteuses à l'utilisation des véhicules automobiles personnels comme moyen de transport.
- Les écolabels sont principalement associés au secteur alimentaire et aux produits biologiques. Une adaptation réussie des écolabels à d'autres secteurs pourrait promouvoir la production et la consommation de produits verts.
- Les initiatives d'économie partagée/d'économie collaborative/d'économie de service sont en progression dans les pays de la région²⁸. Ces développements pourraient représenter une

opportunité, en particulier pour les régions rurales vivant de l'agriculture, en raison de l'utilisation saisonnière des ressources rurales. L'accès aux ressources et leur maximisation pourraient avoir un impact positif sur les coûts opérationnels, le prix et la qualité, et stimuler la compétitivité des pays de la région. Pour soutenir ces pratiques, des cadres juridiques devront être développés.

- En ce qui concerne les principes d'économie circulaire, l'accent semble être mis davantage sur le recyclage et la gestion des déchets que sur les autres étapes du cycle de vie des produits, et empêche donc la transition vers un modèle d'économie circulaire au niveau de ces autres étapes (par exemple, l'écoconception).
- Les activités relatives à la création de normes ont principalement eu lieu dans le domaine des produits agricoles biologiques, des énergies renouvelables et des normes de construction écologiques. Il est possible d'introduire des normes dans d'autres secteurs.
- L'économie circulaire est principalement prévue et promue par un ministère spécifique dans chaque pays de la région²⁹. Les opportunités que présentent les efforts interministériels pourraient être davantage exploitées.
- Une grande quantité de matières organiques est actuellement collectée dans la composition des déchets municipaux avec d'autres formes de déchets. Ces matières pourraient éventuellement être collectées séparément. L'intensification des efforts pour séparer les déchets organiques permettrait de mieux gérer les déchets et d'assurer une meilleure circulation des nutriments.

¹⁷ Il s'agit d'un développement récent dans les pays des Balkans occidentaux, qui est plus courant déjà en Turquie et en Israël.

¹⁸ Exemple : le marché des matériaux en Turquie par la piste de conception d'entreprise circulaire CIRCO (Pays-Bas) de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le programme pilote du PNUD pour le développement des pratiques d'économie circulaire, et l'ambassade de Suède en Bosnie-Herzégovine.

¹⁹ Cela s'applique principalement aux pays des Balkans occidentaux.

²⁰ Indisponible en Albanie et en Bosnie-Herzégovine

²¹ Actuellement, un programme environnemental pour les pays des Balkans occidentaux est en cours de développement afin de refléter le Pacte vert pour l'Europe de la Commission européenne. Ce programme peut bénéficier du potentiel d'économie circulaire de la région, dans tous les domaines pertinents tels que l'extraction de matières premières ou la gestion des déchets, ainsi que dans les modèles de production et de consommation durables. Pour assurer cette transition, des plans d'action nationaux et des programmes de financement spécifiques dédiés à l'économie circulaire sont envisagés afin de soutenir les entreprises vertes.

²² C'est principalement le cas dans les pays des Balkans occidentaux. Israël et la Turquie disposent d'organismes dans ce domaine.

²³ La Turquie fournit des rapports annuels sur les indicateurs environnementaux et sur l'état environnemental provincial. Avec le ministère de l'Économie, TurkStat fournit des données importantes. Les progrès en matière de suivi environnemental sont particulièrement faibles en Albanie et en Bosnie-Herzégovine.

²⁴ Israël se concentre sur son emploi vert et sa stratégie de croissance verte. En Turquie, le projet de l'OIT « Un travail décent dans une économie verte » s'est concentré sur les aspects liés à l'emploi des efforts nationaux pour la transition vers une économie verte. L'OIT et le PNUE ont également organisé des ateliers sur les emplois verts dans le secteur du recyclage au Monténégro, il y a quelques années.

²⁵ Israël consacre déjà un pourcentage important de son PIB à la recherche et au développement. Des études comme « Innovation pour la durabilité : l'impact des dépenses dans la recherche et le développement sur les émissions de CO₂ » mettent en évidence un lien positif entre les dépenses dans la recherche et le développement et la réduction des émissions de CO₂. Israël dispose de plusieurs programmes d'innovation gouvernementaux.

²⁶ La stratégie nationale turque pour la bioéconomie est en cours de préparation au ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et du Bétail. La création de cette stratégie est accompagnée d'ateliers et de séminaires. Biokim prévoit de construire une bioraffinerie en Turquie. En Israël, l'Institut JRC pour l'énergie et le transport (unité pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique) et l'Institut de recherche Galilee MIGAL (biotechnologie et département de développement régional) ont organisé un atelier afin de parler de la coopération internationale dans le domaine des bioénergies et de la bioéconomie. La Bosnie-Herzégovine, la Turquie et l'Albanie figurent parmi les pays ciblés en tant que public.

²⁷ Israël et la Turquie ont tous les deux ajouté la symbiose industrielle à leurs programmes stratégiques. Des projets pilotes ont été mis en place, mais n'ont pas encore été entièrement adaptés. Le programme INTERREG Balkan-Méditerranée 2014-2020 a mis en place un projet intitulé S.W.A.N. Ce projet consiste à créer un écosystème innovant au niveau des Balkans et de la région méditerranéenne en vue de développer des chaînes de valeur pour les déchets solides à l'échelle locale et de les gérer de façon transversale entre les pays. Malheureusement, aucune activité récente n'a eu lieu dans le cadre de ce projet.

²⁸ Israël semble présenter deux catégories principales d'organisations opérant dans le secteur de l'économie partagée : les entreprises sociales et collectives, et les organisations axées sur la technologie. En Bosnie-Herzégovine, les secteurs les plus concernés par les initiatives d'économie collaborative sont la mobilité, l'énergie, le tourisme, les finances et l'alimentation.

²⁹ Par exemple, en Israël les efforts sont principalement déployés par le ministère de l'Économie, et en Turquie par le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme.

- Dobra, Emalita, Progress of the Public Procurement System in Albania and in the European Union, 2016. Link: http://journals.euser.org/files/articles/ejms_jan_apr_16_nr2/Emalita.pdf
- European Cooperation in Science & Technology, Sharing and Caring Cost Action CA16121. Link: <http://sharingandcaring.eu/sites/default/files/files/CountriesReport2018.pdf>
- JRC-MIGAL, Bioenergy & Bioeconomy Status and Perspectives, 2016. Link: http://publications.europa.eu/resource/cellar/6264fce7-87a6-4d9b-933a-283c6c4a9a3a.0001.03/DOC_1
- Organisation for Economic Co-operation and Development, Environmentally-related Taxes on Energy Use, 2016. Link: <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/environmental-tax-profileisrael>.
- Organisation for Economic Co-operation and Development, Environmentally Related Taxes on Energy Use, Paris: OECD, 2014. Link: <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/environmental-tax-profile-turkey.pdf>
- Organisation for Economic Co-operation and Development, SME Policy Index Western Balkans and Turkey 2019 Pocketbook, 2019. <https://www.oecd.org/south-east-europe/programme/SMEPI-Pocketbook-2019.pdf>
- Organisation for Economic Co-operation and Development, International Trade and the Transition to Circular Economy, 2018. Link: <https://www.oecd.org/environment/waste/policy-highlights-international-trade-and-the-transition-to-a-circular-economy.pdf>
- Regional Anti-Corruption Initiative, Law on Public Procurement Bosnia and Herzegovina, 2015. <http://rai-see.org/wp-content/uploads/2015/08/BiH-Law-on-public-procurement-en.pdf>
- Fernández, Y. & López, M. & Blanco, Blanca. Innovation for sustainability: The impact of R&D spending on CO2 emissions. Journal of Cleaner Production, 2017. Link: <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0959652617326513>
- World Economic Forum, The Global Competitiveness Report 2019, 2019. Link: http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf
- International Labour Organization, Turkey: Towards a Green Job Strategy, 2013 Link: https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/projects/europe/WCMS_463093/lang--en/index.htm

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de SCP/RAC et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.

Retrouvez-nous sur www.switchmed.eu